



GRÈVE DU 11 DÉCEMBRE : LA VILLE SE DÉFAUSSE !

« RASSUREZ-VOUS LES CHANGEMENTS NE CHANGERONT RIEN ! »

Selon les notes adressées aux agents dans les directions, relayant les propos de la DRH, la coupe dans la subvention de l'AGOSPAP « ne va rien changer pour les agents aux revenus modestes ».

L'entourloupe est simple : tout le monde aura toujours droit au tarif négocié (le prix d'achat), et beaucoup qui avaient droit à un tarif subventionné grâce aux quotients familiaux ne l'auront plus. La Ville ne subventionne donc plus pour bonne part des agents, et cela touche selon les quotients donc y compris les agents aux revenus modestes car nombre d'agent de catégorie C ont des quotients familiaux qui n'auront plus de subvention.

Pour nuancer l'importance de la baisse, on nous explique que de toute façon ce ne sont que 10% des agents qui bénéficient d'aide. Déjà que beaucoup de collègues n'ont plus les moyens de partir en vacances, cela devient un prétexte pour ne plus aider le peu qui en bénéficient. En voilà une drôle de politique « sociale ».

La Ville de Paris fait le choix de ne plus les aider soi-disant parce qu'elle n'a pas les moyens. Pourtant on peut dépenser 1,5 millions pour envoyer en vacances 300 personnes à Lima.

« C'EST PAS MA FAUTE, C'EST LA FAUTE DU GOUVERNEMENT... »

D'après la DRH, les baisses de subventions de l'AGOSPAP, la réduction des effectifs et les reculs sur les congés sont imposés à la Ville par le gouvernement. Après avoir utilisé et bénéficié d'aide pour utiliser les emplois aidés, la Ville n'a pas d'autre choix que de les jeter. Depuis plusieurs mois la Ville promet qu'elle va faire plein de choses pour ne pas laisser les collègues au chômage comme les orienter vers les concours. Et depuis des mois, elle n'a pourtant rien présenté de concret. On sait par contre que la DRH a coupé les subventions pour la formation qui par exemple préparait aux concours...

La DRH avance comme élément imposant des économies le rapport de la Chambre Régional des Comptes. Cela aurait imposé la suppression des journées des mères et imposerait de revoir le temps de travail à la hausse. Ce même rapport parle aussi de diminuer le nombre de collaborateurs d'élus mais la Ville n'a pas retenu cette idée. **La Ville fait donc bien le choix d'appliquer certaines mesures !**

« LE PACTE SOCIAL PARISIEN » !

Toutes ces décisions sont selon la DRH, « les plus conformes au pacte social parisien », qui est censé viser une « action sociale de qualité », une « amélioration des conditions de travail » et « l'amélioration des salaires ». Depuis la DRH, cette vision magnifique de pacte social est l'opposé de ce que l'on vit dans nos services. Alors les paroles de la DRH ne voudront que quand les actes correspondront. A commencer par le fait que la Ville assume ces choix et arrête de se cacher derrière son petit doigt. D'autres choix sont possibles : pour financer l'AGOSPAP, on pourrait prendre sur les primes des 70 administrateurs de la Ville (au minimum 27 000 € de primes annuelles, presque 2 fois le salaire annuel d'un agent de catégorie C...), cela dégagerait plus de 2 millions d'euros...

**POUR GAGNER FACE À LA VILLE, IL FAUT JOUER
NOTRE VATOUT :
TOUS SE MOBILISER,
TOUS À L'HÔTEL DE VILLE, LE LUNDI 11 DÉCEMBRE.**

Nom..... Prénom

Direction.....Grade.....

Adresse personnelle Téléphone.....

L'Union Syndicale CGT des Services Publics Parisiens 3, rue du Château d'Eau Paris 10^{ème} Tel :
01.44.52.77.05 ou 25 Fax : 01.44.52.77.29.

Courriel : cgt@us-cgt-spp.org Retrouvez tous nos tracts sur le site : <http://us-cgt-spp.org/>